

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Conseil national du 13 avril 2013

— Note de positionnement

Pour sortir de la crise, la politique doit se libérer de l'emprise du fric !

Refondons la République !

—

L'affaire Cahuzac ébranle profondément la République. Elle révèle la gravité de la crise de la démocratie dans notre pays comme dans toute l'Europe. Beaucoup avaient déjà du mal à placer quelque espérance en la politique. Elle est maintenant marquée par la montée d'un sentiment de dégoût.

Quel crédit accorder à l'action publique quand on sait qu'un ministre qui a été en charge des comptes publics, de la lutte contre la fraude fiscale et de la mise en oeuvre de l'austérité, a lui-même choisi l'évasion fiscale, avec des fonds qui pourraient être liés à des rétributions de laboratoires pharmaceutiques pour services rendus ? C'est la question que se posent beaucoup de nos concitoyens. Et quel crédit accorder à la parole publique lorsqu'elle a été autant dévaluée par les promesses et les serments insincères ? La politique servirait donc à se protéger soi-même de ce que l'on impose à la majorité...

1- De quoi l'affaire Cahuzac est-elle le signe ?

Les actes de Jérôme Cahuzac sont d'une extrême gravité pour la solidité du pacte républicain. Il s'agit d'une affaire qui touche le plus haut niveau de l'Etat.

Rappelons pour mémoire que la majorité précédente ne fut pas non plus épargnée par les scandales.

Les nombreuses affaires qui mettent en cause des personnalités politiques montrent la proximité entre des politiques, des financiers, des experts, des médias ...une véritable oligarchie politico-financière, dont les individus sont interchangeable décident au niveau national, européen et international, tandis que les citoyens sont appelés à voter de temps en temps dans un cadre institutionnel qui fait la part belle aux partis dominants et peu de place au débat citoyen. On entend déjà des voix s'élever contre ce qui serait une chasse aux riches, continuant de justifier la cupidité arrogante érigée en modèle, alors que tant d'hommes et de femmes ont si peu pour vivre chaque jour. Tandis que d'autres — souvent les mêmes, d'ailleurs — expliquent déjà que les fautes de l'homme n'invalident pas sa politique. Il faut rappeler les louanges de la droite à son égard, comme Président de la Commission des finances et comme ministre du budget, en tant qu'homme de mesure, de dialogue... En réalité, capable d'assurer la continuation de quelques grandes lignes de fond en matière de politique budgétaire fiscale voire économique, malgré le changement de majorité. La finance essaye par tous les moyens de soustraire l'argent aux Etats et aux peuples.

C'est pourquoi avant tout, cette affaire constitue une nouvelle manifestation de la crise de la démocratie et de la politique. Une crise liée à l'emprise de la finance sur la politique. Car nous sommes au cœur de cette lutte entre les intérêts de la finance et l'intérêt général, entre les intérêts de la finance et les intérêts des salariés, entre les intérêts de la finance et les intérêts de l'immense majorité..

2- Faire la révolution citoyenne plutôt que de céder au «tous pourris»

Le raccourci est saisissant : régressions sociales pour les uns ; corruption et immunités pour les autres. Le sentiment d'impuissance face à la situation, conforté par les forces dominantes, devient de plus en plus insupportable à vivre. La colère populaire gronde, parce qu'il est insupportable de voir des individus qui prétendent représenter le peuple se comportent en privilégiés. Mais les inégalités profondes qui défigurent la société française peuvent-elles être résumées ainsi ? Nous ne croyons pas à l'existence d'une «classe politique», qui chercherait à se défendre en bloc pour préserver son petit pouvoir. Il existe plutôt une oligarchie, liée à la finance, qui veut s'accaparer le pouvoir, et qui conquiert chaque jour du pouvoir sur la politique.

Il existe de nombreux citoyennes et citoyens engagés pour des valeurs, à qui il a été confié des responsabilités d'élus et qui donnent beaucoup de leur temps et de leur énergie pour le bien commun. Les 450000 élus locaux dont la majeure partie sont bénévoles, souvent issus du monde du travail ont rarement des patrimoines financiers à faire fructifier dans des paradis fiscaux !

Il existe aussi des politiques audacieuses qui se mènent dans les collectivités locales pour combattre les inégalités, faire vivre la solidarité, développer la démocratie participative... Elles sont de plus en plus réduites par les contraintes

que la finance veut imposer.

Il ne faut pas compter sur nous pour dire que tout serait gangréné et tous seraient vérolés. Cela ne mène nulle part et conduit à laisser le pouvoir à des forces de l'ombre. Nous voulons agir au plan politique. Nous voulons être débarrassés du clientélisme et de la corruption. Que le pouvoir revienne au peuple, pleinement. Pour mener combat face à elles, pour mener bataille face à cette oligarchie financière, face au système capitaliste, les communistes sont plus que jamais mobilisés.

Pour tous ceux et celles dont la vie est frappée au quotidien par la crise, et qui veulent qu'enfin, cela change, la solution reste de s'emparer de politique, de bousculer les cadres établis, de mettre la politique au service de l'intérêt général. Ne la laissons pas aux puissants. C'est le sens de notre mot d'ordre : «prenez le pouvoir» ! Un pouvoir à exercer ensemble et à partager.

3- La droite n'a pas de leçons à donner

L'affaire Cahuzac donne l'occasion à la droite d'appeler à ce que des « têtes tombent » et à accréditer le dangereux « tous pourris » de l'extrême droite, qui n'a rien d'une blanche colombe. La droite est discréditée tant la période Sarkozy a favorisé le capitalisme financier, les avantages fiscaux des plus riches, et a cultivé l'indulgence à l'égard de la délinquance financière et la sévérité pour les plus pauvres ! D'ailleurs la droite a toujours refusé le moindre durcissement de la législation sur le contrôle des intérêts privés des hommes politiques malgré les rodomontades publiques de l'ancien président de la république sur le sujet.

Aujourd'hui, François Hollande et le gouvernement payent leur refus d'engager un débat public sur les profonds changements à opérer pour rendre le pouvoir au peuple, pour démocratiser et moraliser la vie publique, de la même façon qu'ils payent le choix qu'ils ont fait d'une politique d'austérité. François Hollande avait dénoncé «l'ennemi sans visage», il a pourtant à nouveau annoncé à la télévision vouloir rassurer les marchés financiers.

Les communistes ont toujours refusé d'instrumentaliser les affaires dans le débat politique. Nous voulons que la justice passe en toute indépendance. Nous voulons mener le débat politique sur le fond des problèmes et des solutions. Nous voulons faire grandir un front populaire qui se dressera face au front de la finance et dont les aspirations deviendront irrésistibles pour le pouvoir.

Il existe dans notre pays des citoyennes et des citoyens engagés au quotidien dans la vie associative, syndicale, citoyenne. Ils sont des acteurs essentiels, qui témoignent de l'aspiration de notre peuple à prendre son destin en mains. Il s'agit d'un point d'appui décisif pour démocratiser les institutions et la société.

4- L'emprise de la finance, voilà le mal

- La dictature de la finance s'exprime sous des formes multiples. Elle entend acheter tout ce qu'il est possible d'acheter pour étendre le champ du profit, y compris frauduleux. Les marchés composent plutôt bien avec le discrédit de la politique. Les affaires qui constituent la mise à jour des liens d'argent entre personnes sont la manifestation de l'intervention permanente de la finance. Plus la politique est affaiblie et discréditée, plus elle est réduite à être un trafic d'influences, plus elle peut être utilisée et dévoyée. C'est en cela que les affaires successives font système. Elles révèlent la vraie nature du système capitaliste.

- Dans la situation de crise actuelle, il devient de plus en plus évident que tout profit exponentiel est lié à une spoliation. Or les profits emmagasinés par quelques uns portent témoignage d'une accélération de l'accumulation financière accompagnée, voire organisée, par les pouvoirs publics au lieu qu'elle soit combattue.

C'est pourquoi il faut un programme de lutte contre la domination de la finance, avec une réforme fiscale d'ampleur ; un contrôle public et démocratique sur les banques, le crédit, la monnaie et la finance ; la priorité donnée aux salaires, à la protection sociale, à la sécurisation de l'emploi, aux services publics, à l'investissement industriel et écologique contre les dividendes et la rentabilité financière ; la résistance de la France aux injonctions d'austérité de l'Europe.

- Des cercles de pouvoir existent, hors de tout contrôle. En témoigne la composition enchevêtrée des conseils d'administrations des grandes entreprises et des banques, qui organisent le déplacement de la production et le dumping social à grande échelle, en mentant, eux aussi aux organisations syndicales, aux pouvoirs publics et aux salariés sur leurs stratégies et leurs intentions.

Les liens de ces cercles de pouvoir avec des élus de la République conduisent à rendre légales et parfois même constitutionnelles des politiques qui consistent purement et simplement à voler le peuple et les salariés.

Les institutions sont aujourd'hui dépassées par la violence et l'ampleur des attaques de la finance. Or des expériences ouvrent des voies, comme en Amérique Latine pour reprendre le pouvoir sur la finance, pour faire vivre une véritable souveraineté populaire.

5- Agir sans attendre pour éradiquer les liens qui corrompent

Le Président et le Premier ministre ont annoncé en plus des quatre projets de loi constitutionnels d'autres mesures de «moralisation». Ce qui a été annoncé jusqu'ici est timide. Les réformes constitutionnelles et institutionnelles en cours ne sauraient constituer une réponse.

Avec l'Acte III de la décentralisation, l'éclatement des cadres républicains, de l'égalité des territoires, des services publics, de la décentralisation constituent un nouvel affaiblissement de la souveraineté populaire. Le vote des alsaciennes et des alsaciens est le signe d'un refus de voir attaquée la démocratie locale

dans une fuite en avant libéral-austéritaire. Tout l'acte III de la décentralisation doit être retiré.

- Le Premier secrétaire du PS a demandé un référendum, espérant peut-être remonter dans l'estime des électeurs en leur offrant la possibilité d'un vote anti-élus, escamotant le débat parlementaire une nouvelle fois. La refondation de la démocratie mérite plus qu'une consultation à laquelle répondre par oui ou par non. Il faut que notre peuple en soit pleinement auteur et acteur.

- Cette crise appelle toutes affaires cessantes de prendre des mesures au lieu de continuer à accéder aux exigences de la finance, l'ANI en étant l'une des manifestations.

Il faut d'urgence : de nouveaux droits et pouvoirs au peuple ; une loi sur le cumul des mandats dans le monde politique et économique rendant impossibles les conflits d'intérêts ; un statut de l'élu avec des droits et des obligations permettant une déprofessionnalisation de la politique ; des instruments de contrôle publics drastiques auxquels on arrête de supprimer les moyens ; un plan de lutte contre l'évasion fiscale.

La Commission pour la transparence financière de la vie politique, démocratisée, doit se voir octroyer des pouvoirs d'investigation et d'action étendus. La justice, renforcée dans son indépendance doit pouvoir bénéficier des moyens nécessaires à agir sereinement et dans les meilleurs délais, de même que les douanes, les services fiscaux... La prévention des conflits d'intérêt doit être exigeante : il faut avoir le courage de rendre annuelles et publiques les déclarations de patrimoine et d'intérêts des élus, de donner des pouvoirs à une autorité indépendante de faire des investigations pour les contrôler et saisir la justice en cas de fraude ; il faut interdire le cumul de mandats électifs avec des participations et mandats financiers et celui de mandats parlementaires avec des activités professionnelles, sauf autorisation expresse limitée. Il faut avoir la volonté politique de s'attaquer à l'évasion fiscale et s'en donner les moyens par la législation et les contrôles effectifs. Il faut avoir le courage de s'attaquer aux pratiques des lobbies économiques.

6- La Vème République est inadaptée

La Vème République est à bout de souffle. Elle a été modifiée à de nombreuses reprises depuis 1958, aggravant les déséquilibres institutionnels qui étaient sa marque de fabrique. Elle est marquée par un présidentielisme monarchique à tous les étages. Elle est marquée par le champ de plus en plus limité de son intervention. Elle est marquée par une pratique qui écarte en permanence les citoyens des décisions et subit la domination des marchés financiers.

Il est temps, après plus de cinquante ans, de remettre les choses à plat. Nous ne voulons plus que la Constitution soit modifiée à la petite cuillère, pour s'ajuster aux contingences du moment. Si beaucoup se refusent à ce qu'ils appellent un big bang institutionnel, c'est pour conserver des pouvoirs acquis et éviter de reposer la question de la souveraineté populaire, qui est aujourd'hui gravement limitée. La Vème République est une République à souveraineté populaire limitée.

Et lorsqu'elle trouve le moyen de s'exprimer, elle est contredite par la majorité des représentants du peuple comme ce fut le cas en 2005. Le haut niveau de l'abstention est à la fois le baromètre du renoncement à changer les choses, et d'une certaine lucidité à l'égard d'un système qui se passerait volontiers du peuple pour gouverner. Certains d'ailleurs assument l'idée qu'un certain nombre de choix doivent échapper à un peuple jugé comme incompetent et versatile, pour revenir à une République des experts. Ce nouvel épisode de la crise démocratique, exige un retour au peuple, une refondation, un ressourcement. Il exige un grand débat citoyen pour construire ensemble un nouveau bien commun, une République nouvelle. Il faut des Etats généraux et une nouvelle Constituante.

7- Il faut refonder le pacte démocratique. Il faut une VIème République.

La réalisation des principes fondateurs de la République, largement malmenés dans la réalité, appelle un dépassement des formes que nous avons connues jusqu'ici. Nous voulons une nouvelle République fondée sur l'exercice le plus développé de la souveraineté populaire, avec de nouveaux droits et pouvoirs pour les citoyens et les salariés. C'est la seule garantie que le pouvoir ne sera pas confisqué par quelques uns.

Une nouvelle constitution devra porter une profonde démocratisation et réaffirmer la puissance de la souveraineté populaire, notamment face à la finance. Lors de la campagne de 2012, le PCF avec le FDG a fait des propositions concrètes pour sortir du présidentielisme, pour redonner tout son sens à la souveraineté populaire en donnant de réels pouvoirs d'intervention aux citoyens et aux salariés sur les choix politiques et économiques ; pour assurer l'indépendance de la justice et des médias ; pour assurer une juste représentation du peuple par la proportionnelle à toutes les élections; pour déprofessionnaliser la politique en interdisant le cumul des mandats et limitant leur renouvellement, ce qui va de pair avec un statut de l'élu ; pour revaloriser la démocratie locale et participative ; pour une transformation de notre rapport à l'Union européenne...

8- Le PCF et le Front de gauche à l'initiative

- La manifestation du 5 mai organisée par le Front de gauche doit être une étape.. Ce doit être une manifestation qui lance un appel à se réapproprier la démocratie, la République, pour mener la politique du peuple contre la tyrannie de la finance. Nous appelons les citoyens à manifester dès maintenant pour dire qu'il veulent un changement profond dans la conduite de la politique et qu'ils veulent rétablir une république citoyenne et sociale.

- Nous proposons à tous ceux qui veulent sortir du marasme actuel et redonner un sens à la politique à s'engager débattre et construire les base d'une VI ème République République. Nous pourrions envisager d'élargir les assises de la démocratie locale que nous avons décidées pour en faire des Assises pour une VIème République sociale et démocratique. Cela devrait s'accompagner d'une campagne pour développer notre position et nos propositions. Et cela doit commencer dans les assemblées citoyennes à réunir partout. Il ne s'agit pas de faire un coup, mais de construire dans un large rassemblement un mouvement pour une refondation sociale et démocratique de la République.

Ce sont les citoyennes et les citoyens qui doivent être au coeur des institutions démocratiques. Notre projet est celui d'une VIème république démocratique et sociale. Le coeur de nos problèmes sociaux et démocratiques est aujourd'hui l'emprise de la finance. Nous engageons contre elle par notre action et nos propositions une nouvelle phase d'un combat politique déjà engagé avec notre bataille contre les politiques austéritaires, c'est à dire d'austérité et autoritaires... Plus que jamais, c'est dans le peuple que réside la solution.

Annexe : Nos propositions (en cours de travail)

- Redonner au peuple sa souveraineté c'est déjà lui permettre de décider des institutions qu'il souhaite. C'est la raison pour laquelle nous appelons à des assises très larges pour débattre et confronter les idées. Nous proposons que les futures institutions soient soumises à référendum au terme d'un processus démocratique : élection d'une assemblée constituante chargée d'élaborer un projet, débat public, référendum.

- Redonner au peuple sa souveraineté c'est sortir de la monarchie institutionnelle dans laquelle se trouve notre pays où tout procède de l'élection présidentielle et des pouvoirs exorbitants dont dispose le président-monarque. Nous proposons un président, personnalité morale garante des institutions de la République, et un gouvernement responsable devant le parlement et le peuple, qui met en œuvre la politique décidée par la majorité démocratiquement élue. La primauté du parlement sur l'exécutif doit être rétablie : c'est lui qui décide de la politique économique, sociale et budgétaire ; il donne un mandat impératif aux représentants du gouvernement dans les les négociations européennes ; se prononce par un vote sur tout engagement extérieur des forces armées ; décide à la majorité qualifiée des 3/5 ième des nominations aux postes de responsabilité de l'Etat et des entreprises publiques. Nous voulons favoriser la délibération et l'exercice collectif des responsabilités à tous les échelons, et faire de la parité une règle. Nous sommes pour une citoyenneté de résidence et nous défendons le droit de vote des étrangers vivant dans notre pays.

- Le parlement revalorisé doit être représentatif du peuple comme d'ailleurs

toutes les assemblées élues : nous proposons la généralisation du mode de scrutin proportionnel, seul capable de garantir le pluralisme et la parité et la reconnaissance du droit de vote des étrangers dans la cité sous condition de résidence.

- La citoyenneté ne peut pas rester limitée au vote tous les 5 ou 6 ans. Nous sommes résolument partisans d'une citoyenneté active : le peuple doit disposer d'un droit d'intervention directe. Nous proposons un droit d'initiative législative et référendaire par voie de pétition au niveau national comme à l'échelle des régions, des départements et communes.

Nous proposons des conseils de circonscription dans les territoires composés d'élus de représentants des organisations syndicales, associations..et de citoyens tirés au sort pour débattre des politiques conduites et émettre des avis transmis aux assemblées élues, avec obligation d'en débattre.

- Nous sommes résolument pour la dé-professionnalisation de la politique : donc favorables à l'interdiction de tout mandat exécutif local avec un mandat national, et à la limitation du renouvellement à une seule fois consécutive.

- Toute décentralisation de compétence doit maintenir l'égalité et la solidarité sur tous le territoire. Elle doit recueillir l'accord des assemblées concernées et de la majorité de la population. La réforme de 2010 doit être abrogée. La libre administration des collectivités doit être respecter et leur ressources garanties par une fiscalité pérenne. Nous voulons une vraie démocratie locale, dont les communes doivent être le coeur battant. Elles devront y développer l'esprit coopératif à chaque fois que nécessaire en faisant respecter l'esprit décentralisateur, et en promouvant la démocratie la plus participative. Toute modification dans l'organisation territoriale doit être décidée par les assemblées élues et la majorité des citoyens qui les composent.

- Toute modification concernant les services publics ou les biens publics doit faire l'objet d'un débat avec vote au parlement. Au sein de cette République, nous voulons une vraie démocratie locale, dont les communes doivent être le coeur battant. Elles devront y développer l'esprit coopératif à chaque fois que nécessaire en faisant respecter l'esprit

décentralisateur, la souveraineté populaire et l'égalité républicaine pour les citoyens de tous les territoires.

- Il faut en finir avec la monarchie absolue des actionnaires sur l'entreprise : nous proposons que la citoyenneté à l'entreprise soit inscrite dans la constitution, et que la loi garantisse l'accès de tous les salariés à leur institutions représentatives. En aucun cas le contrat ne peut se substituer à la loi ou établir des règles inférieures inférieures à la loi.

Les salariés et leurs organisations doivent intervenir sur les choix de l'entreprise avec des droits nouveaux : droit d'expertise, droit de veto sur les plans de licenciement et projets de délocalisation, droit de préemption en cas de défaillance des dirigeants.

Nous sommes favorables à un changement des statuts des grandes entreprises afin que soient représentés au conseil d'administration à égalité les représentants des salariés, les détenteurs du capital (public ou privé et les élus des territoires concernés. Nous voulons de nouveaux droits et pouvoirs pour les salariés dans les entreprises, notamment face aux licenciements boursiers et cessions d'activités, mais plus largement sur les choix stratégiques des entreprises, l'organisation du travail et la gestion financière.

- L'indépendance de la justice à l'égard de l'exécutif doit être résolument garantie: nous sommes favorables à la création d'un Conseil Supérieur de la Justice qui procédera aux nominations de tous les magistrats ; il sera composé pour moitié de magistrats, pour moitié de personnalités désignées par le parlement Il ne sera plus présidé par le garde des sceaux mais par un président élu en son sein et ne sera responsable que devant le parlement.

- L'indépendance des médias doit être garantie à l'égard du pouvoir et des puissances d'argent : les présidents des chaînes publiques seront nommés par le conseil d'administration, dans lequel les salariés seront représentés à 50%.

Un Conseil Supérieur des médias composés de personnalités qualifiées désignées à la proportionnelle des groupes sera chargé de contrôler les obligations de la puissance publique en matière de droit à l'information et de respect du pluralisme.

- Le contrôle de la constitutionnalité des lois ne peut déposséder le parlement et le peuple. Il doit être confié à une Cour Constitutionnelle composée de personnalités qualifiées désignées à la proportionnelle par le parlement sur la base de listes proposées par les groupes. Si la cour estime qu'une loi est contraire à la constitution le parlement décide soit de l'abroger soit de modifier la constitution selon la procédure référendaire.

- Le peuple doit être obligatoirement consulté sur toute évolution de la construction européenne ou des engagements internationaux, par référendum.

La finalité même de la construction européenne doit être redéfinie. Sa première ambition devra être de s'émanciper des marchés financiers et de mobiliser démocratiquement tous les atouts disponibles au service de la promotion des capacités humaines et d'assurer la gestion solidaire des biens communs. Il est urgent de mettre fin à l'indépendance de la Banque Centrale Européenne, qui doit être placée sous contrôle démocratique des Parlements nationaux et européen, et des citoyens. Un audit citoyen de la dette, devra permettre aux États de se libérer des charges illégitimes que les financiers leur extorquent.

Nous voulons repenser la démocratie européenne. La gestion commune des

biens, intérêts et projets communs doit résulter de choix souverains, faits en pleine connaissance de cause après information et consultation des citoyennes et des citoyens. Il faut donc créer les conditions -politiques, institutionnelles, culturelles- favorisant leur implication dans l'élaboration des politiques européennes, le contrôle de leur mise en oeuvre et l'évaluation de leurs effets.

C'est l'ensemble des organisations internationales, y compris l'ONU, qui doivent être transformées et démocratisées afin de pouvoir répondre aux exigences du multilatéralisme, de la coopération et du développement humain durable.

—